

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 1/33 |

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

MARCHE DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

*Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services
approuvé par arrêté du 30 mars 2021*

Service de Gestion des Déplacements Professionnels & Prestations Associées

Affaire n° 457801-24-SGX

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 2/33 |

Table des matières

| | |
|--|----|
| DEFINITIONS | 4 |
| PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 6 |
| 1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE | 6 |
| 1.1. Objet du marché | 6 |
| 1.2. Forme du marché public | 7 |
| 1.3. Prestations similaires | 7 |
| 2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE | 7 |
| 3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE | 7 |
| 3.1. Les pièces contractuelles | 7 |
| 3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre | 8 |
| 4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION | 9 |
| 4.1. Modalités de computation des délais | 9 |
| 4.2. Prolongation des délais d'exécution | 9 |
| 5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN | 9 |
| 5.1. Obligations générales du Titulaire | 9 |
| 5.2. Obligations générales de l'Acheteur | 11 |
| 5.3. PCA et gestion des risques | 11 |
| 5.4. Connaissance | 11 |
| 5.5. Assurance | 12 |
| 5.6. Certificats (déclarations sociales) | 12 |
| 5.7. Transfert d'activité | 12 |
| 5.8. Demande d'informations de suivi | 13 |
| 6. PRIX | 13 |
| 6.1. Contenu du prix | 14 |
| 6.2. Modalités de composition des prix | 14 |
| 6.3. Révision des prix – frais de transaction | 14 |
| 6.4. Clause butoir | 15 |
| 7. CLAUSE DE REEXAMEN | 16 |
| 8. MODALITES DE REGLEMENT | 17 |
| 8.1. Généralités | 17 |
| 8.2. Modalités de facturation | 18 |
| 8.3. Avances et acomptes | 19 |

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|-------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 3/33 |

| | |
|---|----|
| 9. SUIVI DES PRESTATIONS DU MARCHE | 19 |
| 9.1.Réunion de lancement de l'accord-cadre | 19 |
| 9.2.Réunion de suivi des prestations | 20 |
| 9.3.ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS | 20 |
| 9.4.Obligations légales de l'entreprise quant au personnel | 21 |
| 9.5.Protection de la main-d'œuvre | 21 |
| 9.6.Gestion des personnels du Titulaire | 22 |
| 9.7.Gestion des absences ou des départs | 22 |
| 9.8.Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé | 23 |
| 10. PENALITES | 23 |
| 10.1.Principes généraux | 23 |
| 10.2.Pénalités pour non-respect | 24 |
| 11. FORCE MAJEURE | 24 |
| 12. SOUS-TRAITANCE | 25 |
| 13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DISPOSITION RGPD | 26 |
| 13.1.Les Données Personnelles : | 26 |
| 13.2.Preuve du consentement au traitement des données | 27 |
| 13.3.Sécurité des données | 27 |
| 13.4.Audit et fin du contrat | 28 |
| 14. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE | 28 |
| 14.1.Confidentialité | 28 |
| 14.2.Déontologie | 30 |
| 15. RESILIATION | 30 |
| 16. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE | 31 |
| 17. PUBLICITE ET REFERENCES | 31 |
| 18. POUVOIR DE SIGNATURE | 31 |
| 19. LANGUES | 31 |
| 20. NON VALIDITE PARTIELLE | 31 |
| 21. TITRES | 32 |
| 22. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE | 32 |
| 23. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS | 32 |

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 4/33 |

DEFINITIONS

Définitions générales

Les définitions ci-après ne dérogent pas au CCAG FSC et sont rappelées à titre informatif pour faciliter la lecture du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Acheteur : désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement.

Acte d'Engagement : désigne l'acte d'engagement précisant, notamment le nom de l'Entreprise titulaire, le Prix et les Délais du Marché ;

Admission : désigne la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations du marché. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Ajournement : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

Cahier des Clauses Techniques Particulières : désigne le document contenant l'ensemble des prescriptions techniques s'imposant au Titulaire du marché.

CCAG-FSC : désigne les Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

CCAP : désigne le présent cahier des clauses administratives particulières.

Notification : désigne l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Partie(s) : l'Acheteur et le Titulaire sont désignées ci-après individuellement par " Partie" et collectivement " Parties".

Prestation(s) : désignent les fournitures courantes ou les services objet du marché.

Réfaction : désigne la décision prise par l'Acheteur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Rejet : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 5/33 |

Réserves : désignent l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations du marché, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du Titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

Titulaire : désigne l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Définitions complémentaires

Les définitions suivantes sont également précisées :

Profils externes : désignent les personnes ayant accès – de façon exceptionnelle – aux services de réservation de voyages via l'agence de l'acheteur.

Profils habituels : désignent les personnes ayant accès aux services de réservation de voyage via l'agence de l'acheteur, qui sont :

- a) le personnel d'IFPEN
- b) les personnels détachés d'entreprises extérieures, etc. ...
- c) les personnes travaillant sur l'Etablissement IFPEN des Sites de Rueil-Malmaison et Solaize (type post-doctorants, allocataires de recherche, personnes sous contrat alternance, stagiaires, intérimaires)

Partie Divulgateur : désigne la Partie qui divulgue ses Informations Confidentielles.

Partie Récipiendaire : désigne la Partie qui reçoit des Informations Confidentielles.

Information(s) Confidentielle(s) : signifie tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques, ou contenues dans quelque support que ce soit, ayant un rapport direct avec le marché, communiquées par une Partie à l'autre Partie, ou auxquelles l'autre Partie a autrement eu accès dans le cadre de ce dernier que le caractère confidentiel de l'information soit ou non explicitement indiqué. Sont également considérées comme « Informations Confidentielles », toutes informations ayant un rapport direct avec la Prestation et divulguées au cours des discussions orales entre les Parties.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 6/33 |

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est établi par référence au Cahier des Charges Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (**CCAG-FCS**).

Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Présentation de l'Acheteur

IFP Energies nouvelles (ci-après « IFPEN »), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat ; environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon).

Sa filiale COFIP (détenue à 100% par IFPEN) a des locaux voisins de ceux d'IFPEN à Rueil-Malmaison.

Contexte législatif et réglementaire

Le présent marché public est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1. Objet du marché

Objet du marché public : Marché public de Services relatif à des prestations de réservation et d'émission de titres de transports ferroviaires, aériens ou maritimes, nationaux ou internationaux, de réservation de nuits d'hôtels ou de véhicules dans le cadre de l'organisation des missions et des déplacements professionnels des personnes prises en charge IFPEN.

Les besoins sont plus amplement détaillés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|-------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 7/33 |

1.2. Forme du marché public

Forme du marché public : Le marché public passé prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire passé en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sans minimum et avec un maximum fixé en montant financier pour la durée totale de l'accord-cadre de la façon suivante :

| Montant minimum en € HT | Montant maximum en € HT |
|-------------------------|-------------------------|
| sans minimum | 7.600.000€ * |

**Ce montant correspond à l'intégralité de la dépense opérée par IFPEN (billetterie + fees)*

En vertu de l'article 7 du présent CCAP, un tel montant peut être modifié par application de la cause de réexamen, en tout état de cause, cette augmentation doit nécessairement intervenir avant l'atteinte du plafond.

Le marché n'est pas alloti.

1.3. Prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.

2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre mono-attributaire est conclu à compter du 1^{er} janvier 2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée **de quatre (4) ans ferme**. Il n'est pas reconductible.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Les pièces contractuelles

Cet article déroge à **l'article 4.1** du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe (y compris financière via le BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché,

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|-------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 8/33 |

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire et tous documents associés valant engagements contractuels (un mémoire technique associé éventuellement au cadre de réponse technique),
- L'attestation d'assurance du Titulaire,
- Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN,

Le présent marché, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord-cadre, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

NB : la signature par le Titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant l'accord-cadre et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

L'ensemble des réglementations et des documents généraux mentionnés dans les documents contractuels, en vigueur dans leur dernière version et non joints au dossier de consultation, sont réputés connus du Titulaire.

Les prestations faisant l'objet du marché sont conformes à la réglementation et aux normes françaises homologuées.

3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 7 du présent document (clause de réexamen), les documents et leurs annexes, constitutifs de l'accord-cadre, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale de l'accord-cadre.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 9/33 |

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

4.1. Modalités de computation des délais

Tout délai mentionné par les documents du présent accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;

Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du Site communiquées préalablement au Titulaire ;

Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

5. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

5.1. Obligations générales du Titulaire

➤ Obligation de résultat

Le Titulaire est tenu à une **obligation de résultat** quant :

- à l'exécution des prestations selon les modalités et fréquences fixées au CCTP ;
- au maintien du niveau de qualité des prestations conformément aux objectifs fixés dans le CCTP ;

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 10/33 |

- à la continuité des prestations du 1er janvier au 31 décembre sans interruption (sauf pendant les périodes de fermeture d'IPFEN précisées au CCTP).

En outre, l'obligation du titulaire porte notamment sur :

- le respect des dates et échéances prévues aux documents d'exécution et aux documents contractuels ou selon les échéances définies de manière informelle entre IFPEN et le titulaire au cours de communication effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphonique... ;

- une organisation (pérennité de ressources) permettant de garantir une continuité et une qualité de service quelles que soient les périodes de l'année ;

- le contrôle et le maintien constant des compétences de ses équipes au moyen notamment de formations régulières ;

- la production des documents ou informations nécessaires au suivi du marché public et au respect de la qualité des prestations ;

- la production des documents énoncés au présent CCAP ou dans le CCTP ;

- la continuité d'exécution des prestations sans faire subir de rupture d'exécution même momentanée ;

- la protection de la confidentialité des demandes du pouvoir adjudicateur,

- la communication sur tout incident, dommage, anomalie de fonctionnement repéré pendant l'exécution des prestations,

- la présence aux réunions de suivi de la prestation.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre attribué.

➤ **Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par IFPEN.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, à porter à la connaissance d'IFPEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, à suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 11/33 |

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre de l'accord-cadre.

5.2. Obligations générales de l'Acheteur

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur s'engage à :

- Collaborer activement avec le titulaire et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont elle aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation de l'accord-cadre,
- Communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre,
- Vérifier en temps utile, la qualité des prestations et formule s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- Assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent accord-cadre. Toutefois en cas d'interruption des prestations incombant au titulaire, IFPEN est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée nécessaire pour assurer les prestations prévues dans l'accord-cadre.,

➤ Obligation de paiement

IFPEN paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies à l'article 8 du présent document.

5.3. PCA et gestion des risques

Le titulaire doit disposer d'un plan formalisé de continuité de l'activité, actualisé et mis à disposition d'IFPEN permettant de maintenir et d'adapter la prestation en cas de survenance de risques (absentéisme élevé, dysfonctionnement de la plateforme, pandémie, ...). Ce plan doit définir à minima, pour chaque risque identifié, le nouveau mode de fonctionnement de la prestation, les modalités de coordination avec les représentants d'IFPEN, le circuit de communication avec les différents intervenants, l'organisation des effectifs, les outils et les moyens permettant d'assurer la continuité de service.

5.4. Connaissance

Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance du périmètre d'exécution de l'accord-cadre et les contraintes qui en résultent.

Il s'ensuit que le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces de l'accord-cadre pour refuser l'exécution des opérations nécessaires à l'exécution complète de celui-ci ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix. Il ne peut arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion de l'accord-cadre pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 12/33 |

5.5. Assurance

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S, le Titulaire déclare souscrire un contrat d'assurance de responsabilité civile en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison de dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non subis, par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels, à l'occasion de l'exécution du marché public et de l'occupation des locaux et de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition, ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés. Le contrat d'assurance souscrit doit prévoir en particulier une garantie responsabilité civile couvrant notamment le risque d'intoxication alimentaire sans plafond d'indemnisation.

Le contrat d'assurance doit couvrir la durée de l'accord-cadre, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable. Le Titulaire déclare également souscrire un contrat d'assurance de responsabilité professionnelle en cours de validité, le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue à raison des dommages causés à l'occasion de l'exécution du contrat.

Le Titulaire s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes. IFPEN doit être informée par le Titulaire de chaque réactualisation opérée par la compagnie d'assurance.

A première demande d'IFPEN, le titulaire produit les attestations d'assurance correspondantes précisant les types, montant et durée de validité des garanties. À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

5.6. Certificats (déclarations sociales)

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans qu'IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour ce faire, ils sont communiqués au service des achats par voie dématérialisée.

Le Titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée par l'application de pénalité en vertu de l'article 10 du présent CCAP. En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'état chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale de l'entreprise, l'Acheteur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

5.7. Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre, et notamment les paiements.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 13/33 |

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre et notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant l'accord-cadre.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

5.8. Demande d'informations de suivi

Pour les besoins tenant au suivi des résultats du marché, IFPEN est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, notamment les statistiques de consommation, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

6. PRIX

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 14/33 |

6.1. Contenu du prix

L'article 10.1.3 du CCAG-FCS s'applique en plus des conditions exposées ci-dessous.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les prestations telles que visées à l'article 10.1.3 du CCAG FCS.

Les prix renseignés dans le bordereau des prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même qu'ils sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais de personnel, les frais d'assurance, les frais de réunion, de représentation en réunion

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes et indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

6.2. Modalités de composition des prix

Les prestations sont réglées selon les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires de l'accord-cadre.

6.3. Révision des prix – frais de transaction

Les prix inscrits dans le BPU sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois Mo.

Les prix sont révisables dans les conditions définies ci-dessous.

Les frais liés à l'outil en ligne sont fermes pour toute la durée du marché.

Les frais de transaction des prestations sont fermes pour la première année à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ensuite, ils sont révisés à la date anniversaire selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (0,10 + 0,90 (I / I_o))$$

dans laquelle :

P = Prix révisé

P_o = Prix d'origine du marché

I = Valeur de l'indice, pour le trimestre précédant la date de révision.

I_o = Valeur de l'indice paru pour le trimestre précédant la date limite de remise des offres.

Indice INSEE de référence : Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) – CPF 79.1 – Services des agences de voyage et des voyagistes n° **010766847**

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 15/33 |

6.3.1. Règles d'arrondi

Conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

6.3.2. Modalités pratiques

La révision intervient à la demande exclusive du Titulaire. Elle est formulée soit par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou par courriel 30 jours avant l'application des nouveaux prix à la Direction des Finances d'IFPEN – département des achats (l'adresse mél est celle communiquée lors de la notification de l'accord-cadre).

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Les justificatifs ne peuvent pas être fondés sur des documents internes mais sont issus d'éléments objectifs tels que les indices de révision publiés par l'INSEE ou tout autre organisme équivalent.

Toute demande de révision réceptionnée par IFPEN postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou n'étant pas justifiée pourra être rejetée.

Il appartient au Titulaire de communiquer à IFPEN un nouveau BPU avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes de ladite annexe.

L'application de la révision porte sur l'ensemble des prix. Les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

L'apparition d'un nouvel indice décidée par les services de l'INSEE en remplacement de celui prévu à la présente clause s'applique de plein droit sans qu'il n'y ait besoin d'acter cette modification par avenant. De même, la disparition de l'indice fixé au présent article oblige les parties à recourir au coefficient de raccordement prévu sur le site de l'INSEE dans l'attente de la création d'un indice de substitution.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

Conformément à l'article 10.2.2 du CCAG FCS, en cas d'évolution des prix consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les prix à payer sont ceux applicables à la date du service fait.

6.4. Clause butoir

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +3%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Toutefois, le Titulaire peut solliciter une rencontre avec l'Acheteur, lorsque la révision du prix proposée par le Titulaire dépasse la hausse des 3%. A titre exceptionnel, l'Acheteur peut admettre une hausse supérieure à 3% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 14 du présent CCAP – clause de réexamen). En cas de refus de l'Acheteur, le Titulaire doit poursuivre l'exécution de l'accord-cadre aux conditions de la clause butoir.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|-------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 16/33 |

7. CLAUDE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre notamment en cas d'évolution technique impactant son exécution ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles prestations ou le retrait.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, l'Acheteur peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

- 1) Augmentation du volume des prestations dans les conditions définies au R2194-2 et R2194-3 du code de la commande publique dans la limite de 15 % du montant maximum de l'accord-cadre
- 2) Ajout de prestations supplémentaires ou modificatives dans le Bordereau de prix (BPU) du marché par établissement de prix nouveaux (résa de groupe 10 à 300 pax, réservations de type séminaire/congrès, résa à titre privée, ...).

Conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des prix nouveaux peuvent être négociés avec le titulaire, dans le cas d'un besoin nouveau en lien avec l'objet de l'accord-cadre résultant :

- 3) De la nécessité, dans le cadre de l'exécution d'une prestation de l'accord-cadre, de faire appel à des services ou des fournitures spécifiques ne figurant pas au bordereau des prix
- 4) L'ajout de prestations supplémentaires ou modificatives dans le BPU de l'accord-cadre est limité à concurrence de 100 000 € HT maximum sur l'ensemble de la durée d'exécution de l'accord-cadre.
- 5) Autres cas : ré-examen des conditions financières et techniques du marché impacté par des mesures nécessaires/réglementaires liées notamment à la pandémie de COVID-19 et à la sécurisation sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception. A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques du marché, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 17/33 |

Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 6.3 du CCAP. Une telle mesure est applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des prestations figurant au présent marché d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le Titulaire du contrat apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues au marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les parties s'engagent à recourir, dans la mesure du possible, aux indices et à la formule de révision prévus au marché et elles peuvent déroger à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, les parties peuvent décider de nouvelles modalités de variation, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières du marché antérieurement mises en œuvre. Cela étant, s'il est constaté en cours d'exécution du marché une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Acheteur, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

8. MODALITES DE REGLEMENT

8.1. Généralités

IFPEN utilise une carte logée.

IFPEN souhaite privilégier les réservations Online, avec si possible, la possibilité de gérer toutes les demandes avec un seul et même outil.

Les factures devront mentionner à minima :

- Les informations du voyage (destination, dates...)
- Les informations sur le voyageur (nom, prénom, société...)
- Le nom du chargé de voyage à l'origine de la réservation
- Les informations comptables propres à chaque entité du groupe (tableau ci-dessous) :

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 18/33 |

| Société | Format / Fréquence | Imputations | Carte logée (cf. Annexe 5 CCTP) | Carte affaires | Logiciel comptable |
|--------------|---|---|---------------------------------------|-------------------|---------------------------------------|
| IFPEN | Facture dématérialisée Fichier mensuel | Numéro d'OM + Etude/Tâches + matricule Ifpen du voyageur + Direction + section | BTA Amex | Amex | Peoplesoft (changement en 2026) |

8.2. Modalités de facturation

Les prestations réalisées font l'objet d'une facturation mensuelle.

Elle sont transmises via un fichier mensuel mis à disposition par l'agence/ le fournisseur de carte logée.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le n° de facture et date d'émission de la facture,
- Le montant total HT des prestations en euro ainsi que le montant de la TVA et son taux si applicables,
- Le n° d'ordre de mission,
- Le n° étude/tâche du voyageur (indiqué dans l'ordre de mission),
- La date du voyage
- Le nom du voyageur
- La dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant pour la période concernée.

Les factures comme toutes les autres pièces associées ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Le Titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Le paiement des factures s'effectue, à terme échu après complète réalisation des prestations considérées, par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à trente (30) jours – date de réception du fichier mensuel des factures, sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent.

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Toute communication relative à la **facturation** doit être envoyée aux adresses mail suivantes :

- relance-factures@ifpen.fr

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 19/33 |

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de l'Acheteur de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si l'Acheteur conteste tout ou partie d'une facture, l'Acheteur retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors renvoyer sa facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN.

8.3. Avances et acomptes

✓ Avances

En tant qu'établissement à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

✓ Acomptes

Compte-tenu des modalités de facturation mentionnées à l'article 8.2 du présent CCAP, il n'est pas prévu d'acomptes.

9. SUIVI DES PRESTATIONS DU MARCHÉ

9.1. Réunion de lancement de l'accord-cadre

Une réunion de lancement sera organisée après notification de l'accord-cadre. Elle rassemblera les représentants du Titulaire dont impérativement l'unique référent(e) contrat pour le pilotage de l'accord-cadre au niveau technique, administratif et financier, et les représentants d'IFPEN dont impérativement le Travel Manager, l'assistante référente et l'acheteur.

La réunion a pour objet notamment :

- La présentation des interlocuteurs du Titulaire,
- La présentation des ressources et moyens mis en œuvre,
- L'initialisation des procédures de travail,
- La répartition le cas échéant des tâches entre le Titulaire et IFPEN,

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 20/33 |

- Fixer les échéances des sessions de formation à réaliser,
- Le rappel des résultats attendus et des démarches à entreprendre.

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion.

9.2. Réunion de suivi des prestations

La comitologie est détaillée à l'article 5.3 du CCTP et s'articule entre une réunion de suivi mensuelle et un bilan annuel.

9.3. Organisation et gestion des effectifs

9.3.1. Représentation des parties

Les représentants d'IFPEN

- le Travel Manager
- l'Assistant(e) référent(e)
- l'Acheteur IFPEN (IFPEN - Direction des Finances).

9.3.2. Les représentants du Titulaire

L'unique Référent(e) Contrat du Titulaire, interlocuteur principal de IFPEN pour le pilotage de l'accord-cadre au niveau technique, administratif et financier, ayant un pouvoir décisionnel habilité à engager la responsabilité du Titulaire pour son périmètre d'action.

Le titulaire s'engage à le/la remplacer, en cas de départ de celui(elle)-ci, après accord de d'IFPEN. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'était engagé contractuellement.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- être qualifié(e) et autorisé(e) à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par IFPEN, à valider les choix envisagés,
- être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par IFPEN dans les domaines couverts par l'accord-cadre,
- assister aux réunions définies dans l'accord-cadre ou demandées par IFPEN,
- être facilement joignable en heure ouvrable,
- se tenir informé(e) des réglementations impactant l'accord-cadre et des évolutions notamment celles qui concernent la protection des données personnelles,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- fournir les documents techniques et les rapports définis au CCTP et CCAP.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|-------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 21/33 |

9.4. Obligations légales de l'entreprise quant au personnel

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui doit se conformer strictement aux lois et règlement en vigueur.

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée de l'accord-cadre.

Et notamment les articles du Code du travail :

- L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- L8231-1 à L8234-3 relatifs au « délit de marchandage »,
- L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L4741-1 à L4741-14 relatif aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

Le titulaire est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

De même, IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces différents textes normatifs ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

9.5. Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix du marché public. Néanmoins, IFPEN se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent accord-cadre, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 22/33 |

9.6. Gestion des personnels du Titulaire

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution de celui-ci, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un référent contrat capable de piloter l'accord-cadre en exécution avec IFPEN.

Les intervenants affectés par le Titulaire aux prestations de l'accord-cadre sont ceux qui auront été identifiés et désignés par lui dans son engagement technique. En cas de changement d'intervenant en cours d'exécution, il sera attendu du remplaçant un profil conforme aux exigences du CCTP et équivalent au profil proposé dans l'offre du titulaire.

IFPEN se réserve le droit d'organiser avec le titulaire, à son initiative en cours de marché, une réunion afin de faire un bilan des équipes et compétences affectées à l'exécution des prestations de l'accord-cadre pour d'éventuels ajustements.

Le personnel préposé au marché ne sollicite pas IFPEN pour des problématiques relevant du titulaire.

En outre, IFPEN peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre (y compris l'interlocuteur principal soit le référent contrat). Le titulaire procède alors à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation du remplaçant consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de l'accord-cadre et notamment du prix ou des délais d'exécution.

En cas de trois refus successifs par IFPEN d'un remplaçant proposé par le titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

9.7. Gestion des absences ou des départs

Toute modification intervenant dans la composition du personnel ou la distribution des tâches doit être portée à la connaissance d'IFPEN au plus tôt.

En cas d'empêchement momentané ou de départ d'un de ses préposés affectés à l'exécution des prestations, le titulaire en avise le représentant d'IFPEN et désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Les personnels remplaçants doivent présenter les mêmes qualifications.

Le titulaire ne peut pas justifier de la non-atteinte de son obligation de résultat du fait de ces absences.

Dans ces conditions, tout remplacement de personnel doit être signalé au pouvoir adjudicateur au plus tard le jour même de l'intervention à IFPEN. Le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

De même, durant les congés des agents œuvrant, les remplaçants doivent être préalablement identifiés.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 23/33 |

Ces changements affectant le personnel d'exécution doivent être formalisés selon des moyens définis entre IFPEN et le titulaire lors de la Réunion de lancement de l'accord-cadre à l'article 9.1 du CCAP.

9.8. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à IFPEN tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 10 du CCAP.

10. PENALITES

10.1. Principes généraux

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS à l'exception de ce qui suit :

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS susvisé, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.
- Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités listées ci-dessous sont limitées à un maximum de 15% du montant global du marché.
- Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer des prestations de qualité, à travers l'acceptation de SLA. En cas de non-respect de ses engagements, le Titulaire se verra appliquer les pénalités prévues dans le BPU.

En addition, IFPEN peut décider d'appliquer les pénalités listées ci-dessous en cas de manquements avérés et répétitifs.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|-------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 24/33 |

10.2. Pénalités pour non-respect

| Manquement constaté | Pénalité associée |
|--|---|
| Retard dans l'émission de billet ou voucher ayant entraîné un surcoût par rapport au choix d'IFPEN | La pénalité appliquée correspond au surcoût généré majoré de 10%. |
| Non communication des statistiques – à partir de la 2 nd e relance | 50 € / jour de retard |
| Absence des personnes qualifiées aux réunions programmées | 100€/ personne |
| Non déclaration de sous-traitance avérée | 500€ avant résiliation du contrat |
| Retard dans la communication, la mise à disposition ou la mise à jour de la base profil | 50€ / jour de retard |

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des délais et/ou de la prestation à réaliser, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du Titulaire. En conséquence, nonobstant les pénalités, le Titulaire demeure entièrement responsable à l'égard de l'Acheteur des conséquences du retard ou de la mauvaise réalisation lui étant imputables.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions de l'article 15 du CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise à l'Acheteur.

Les pénalités sont dues sur présentation de facture ou au choix de l'Acheteur, via l'émission de facture d'avoir.

11. FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent marché, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

Lorsque le cas de force majeure cesse, le marché reprend son exécution normale.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 25/33 |

En cas de suspension du marché pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, l'Acheteur est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur au Titulaire.

12. SOUS-TRAITANCE

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article 12.2 du CCAG-FCS, le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de l'exécution du marché sans l'autorisation préalable d'IFPEN et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, le titulaire du marché s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect en cours d'exécution du marché le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par chaque sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale des prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre 1er du titre IV du code.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|-------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 26/33 |

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

A défaut de transmission du contrat de sous-traitance et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, en cas de sous-traitance occultée avérée, IFPEN se dégage de toute responsabilité.

13. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – DISPOSITION RGPD

Dans le cadre du présent contrat, le prestataire s'engage à traiter les données à caractère personnel d'IFPEN, conformément au règlement 2016/679 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles « RGPD »

IFPEN en sa qualité de responsable de traitement, autorise le titulaire à traiter des données à caractère personnel (ci-après « Données Personnelles ») relatives au présent marché.

13.1. Les Données Personnelles :

Il s'agit d'un fichier RH regroupant :

- les noms, prénoms et fonctions des salariés
- les adresses emails et coordonnées téléphoniques des responsables IFPEN en charge suivi des prestation IFPEN.

Le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences des réglementations applicables et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Il s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de l'exécution du traitement de Données Personnelles sans l'autorisation préalable et écrite d'IFPEN.

Les données à caractère personnel sont traitées et hébergées sur le territoire de l'Union européenne (lieu principal et secondaire le cas échéant).

Elles ne font l'objet d'aucun transfert y compris entre les entités du groupe auquel le prestataire pourrait appartenir sans information et autorisation préalables d'IFPEN par écrit.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque que représente le traitement, le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles y compris entre autres la « pseudonymisation » et le chiffrement des Données Personnelles, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement, les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation des Données Personnelles, le titulaire doit notifier cette violation à IFPEN dans les 24 heures après en avoir pris connaissance et lui fournir toutes les informations suffisantes lui permettant de

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 27/33 |

satisfaire à ses obligations de notification de violation des Données Personnelles conformément à la réglementation applicable.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il devra informer IFPEN de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage à aider IFPEN à s'acquitter de ses obligations en matière de Données Personnelles.

Le titulaire restituera les Données Personnelles sans délai, à la demande d'IFPEN et au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de l'Accord pour quelque cause que ce soit et détruira toutes copies existantes.

13.2. Preuve du consentement au traitement des données

La solution proposée par le prestataire doit permettre à IFPEN d'obtenir la matérialisation en base de données du consentement de la personne concernée ainsi que la date à laquelle celui-ci est donné.

La solution proposée par le prestataire doit permettre la matérialisation en base de données du retrait du consentement et la date dudit retrait.

Le prestataire s'engage à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'information, d'accès, de rectification et d'effacement, d'opposition, de limitation de traitement ou encore de portabilité des données à caractère personnel des utilisateurs.

13.3. Sécurité des données

L'accès aux données traitées pour le compte d'IFPEN doit être sécurisé conformément à l'état de l'art.

Le prestataire doit garantir qu'il dispose met en place des mesures afin de s'assurer que les ressources consacrées aux prestations réalisées pour IFPEN ne traitent les données que pour lesdites prestations.

Dans l'hypothèse d'une sécurisation par mot de passe, une politique de mots de passe doit être définie et les exigences définies par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés constituent le minimum requis par IFPEN.

La solution du prestataire doit permettre la création et la gestion de profils d'utilisateurs d'IFPEN afin de gérer les droits attribués à chacun (Par exemple, intégration de fichiers, modifications de la base de données, diffusion des données, etc.).

Le Prestataire est-il en mesure d'identifier une violation de données à caractère personnel et si oui dans quel délai ?

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 28/33 |

13.4. Audit et fin du contrat

Le prestataire doit permettre à IFPEN de réaliser des audits et/ou de mandater un tiers aux fins de réalisation d'audit de la conformité des traitements qu'il met en œuvre pour son compte en ce compris les règles de sécurité.

Le prestataire doit s'engager à collaborer lors de la réalisation des audits tant IFPEN que par un tiers qu'il pourrait mandater.

Le prestataire doit s'engager à respecter le choix d'IFPEN quant à la restitution et/ou la suppression des données à caractère personnel à la fin du contrat sous la forme d'un rapport de suppression.

En cas de sous-traitance, le prestataire doit s'assurer que les obligations de restitution et/ou de suppression sont respectées.

14. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

14.1. Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Marché et sont remplacées par les dispositions suivantes :

- (a) Pour les besoins du présent article le terme « Informations » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent Marché, notamment à l'occasion de visites sur le site de l'Acheteur et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables du Marché sont également des Informations.
- (b) Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel et éventuels sous-traitants, la confidentialité la plus absolue sur les Informations qui pourront lui être communiquées pour les besoins du Marché ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du Marché ainsi que sur les résultats et livrables de la prestation propre à l'Acheteur.
- (c) Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.
- (d) Les Informations pourront être communiquées par le Titulaire aux seuls membres de son personnel et éventuels sous-traitants agréés qui auraient à en connaître pour les besoins du Marché. Lesdites personnes seront informées de la nature confidentielle des Informations et des restrictions d'usage à cet égard. Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 29/33 |

nécessaires, dans les limites fixées par la loi, pour faire en sorte que ces personnes soient tenues par les mêmes engagements que ceux inscrits dans le Marché, y compris, le cas échéant, au terme de leur contrat de travail ou au titre du contrat de sous-traitance. Le Titulaire se porte fort du respect du présent engagement de confidentialité par ces personnes.

- (e) Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer ou utiliser pour lui-même et/ou pour le compte de tiers, de quelque manière que ce soit, les Informations à une autre fin que l'exécution du Marché et s'engage à ne pas copier ou reproduire, totalement ou partiellement les Informations en dehors des besoins du Marché sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. Il s'oblige à restituer à l'Acheteur ou à détruire, sur simple demande écrite de l'Acheteur, toute Information de l'Acheteur en sa possession.
- (f) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Informations qui :
 - (i) lors de leur divulgation sont déjà en possession du Titulaire s'il peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure,
 - (ii) au moment de leur divulgation font partie du domaine public ou le deviennent ultérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire,
 - (iii) sont divulguées par un tiers légalement habilité à procéder à une telle divulgation sans restriction de confidentialité.
 - (iv) ont dû être communiquées par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des Informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans le Marché concernant les Informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'Informations, sera traitée comme telle et restera soumise aux termes du présent Article, même si certaines Informations prises individuellement relèvent des exceptions précédemment énumérées aux points (i) à (iii). Il en sera de même dans le cas d'Information spécifique qui, au moment de sa divulgation dans le cadre du Marché, est comprise dans des informations générales entrant dans le cadre des exceptions.

- (g) Les Informations (ainsi que toute reproduction) communiquées par l'Acheteur au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété de l'Acheteur.
- (h) En aucun cas, la divulgation des Informations dans le cadre du Marché ne peut être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au Titulaire la concession d'un droit de licence ou une promesse de concession de droit de licence par l'Acheteur, pour toute utilisation, y compris industrielle ou commerciale, de ces Informations.
- (i) Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de titres de propriété industrielle sur des créations utilisant, intégrant ou mettant en œuvres les Informations.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 30/33 |

- (j) Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au Marché et ses résultats/livrables sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur. Toute référence publicitaire par le Titulaire à l'Acheteur sera subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- (k) Les obligations du présent article resteront en vigueur pendant la durée du Marché et les dix (10) ans qui suivent le terme du Marché, quelle qu'en soit la cause. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

14.2. Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande de l'Acheteur, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation du marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent marché sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

15. RÉSILIATION

Les modalités de résiliation sont celles prévues aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS. Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, le présent accord-cadre ne prévoyant pas de minimum de commande, le titulaire n'est donc pas admis au versement d'une quelconque indemnité.

| Étude | Référence | Date | Page |
|-------|-----------------------|------------|-------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 31/33 |

16. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'Acheteur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du Titulaire (voir article 15 du CCAP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation du marché aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

17. PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom de l'Acheteur à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte de l'Acheteur est strictement interdit.

18. POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent marché assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer cet Accord.

19. LANGUES

Le présent marché est rédigé en langue française.

En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul le marché et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

20. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent marché.

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 32/33 |

21. TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

22. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent marché exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

23. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

| Nature de la dérogation | Articles CCAP | Articles CCAG-FCS |
|---|---------------|-------------------|
| Ordre de priorité des pièces contractuelles | 3 | 4.1 |
| Sous-traitance | 12 | 3.6 |
| Délais d'exécution | 4 | 13 |
| Prix | 6 | 10 |
| Clause de réexamen | 7 | 25 |
| Pénalités | 10 | 14 |

| Étude | Référence | Date | Page |
|--------------|-------------------------------|-------------------|--------------|
| Z8117 | CCAP 457801-24-SGX | 08/11/2023 | 33/33 |

| | | |
|-------------------------------------|----|-----|
| Protection des données personnelles | 13 | 5.2 |
| Confidentialité | 14 | 5.1 |
| Résiliation | 15 | 38 |